

**Compte-rendu
de la séance du Conseil municipal
du 24 Juin 2019**

L'An deux mil dix-neuf, le vingt-quatre juin à vingt heures, le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi à la Mairie en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe VILLEDIEU, Maire.

Convocation : 18 juin 2019

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Philippe VILLEDIEU Maire, M. David LECOMTE 1^{er} Adjoint, M. Olivier HOUDY 2^{ème} Adjoint, M. Guy BEAUREPÈRE 3^{ème} Adjoint, Mme Claude VARNIER 4^{ème} Adjointe, M. Antoine CHEREAU 5^{ème} Adjoint, M. Arnaud BELLANGER 6^{ème} Adjoint, Mme Annick ALLÉE, M. Laurent BERTHIER, M. Charles BOBET, Mme Liliane CONTREPOIS, Mme Laëtitia CRESPEAU, Mme Stéphanie DROUIN, M. Alain EDMOND, M. Roland FERROL, Mme Pauline FOUCAULT, M. Joël LAMET, Mme Nathalie LOISELEUR, M. Dominique LORIN, M. Dominique PRIEUR, M. Dominique SEIGNEURET

ÉTAIENT ABSENTS : M. Emmanuel BELLANGER, M. Chantal BINOIST, M. Christophe DROUIN, M. Yannick FOURMONT, M. Christian LAURIN, Mme Aurélie SADOUKI, M. Fabrice SEGUT, M. Eric VAULOU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Joël LAMET

Le compte-rendu de la réunion du conseil municipal du 14 mai 2019 est approuvé à l'unanimité, sans observation.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il retire de l'ordre du jour de la séance le point suivant :

- Adhésion de nouvelles communes pour le service assainissement collectif au Syndicat mixte de l'Ozanne

Monsieur le Maire précise que le conseil du Syndicat mixte de l'Ozanne va devoir prochainement délibérer sur une nouvelle demande d'adhésion. Le conseil municipal de Dangeau devra ensuite se prononcer sur ces nouvelles adhésions et la modification des statuts du syndicat.

ORDRE DU JOUR :

- **PRISE DE COMPÉTENCE ASSAINISSEMENT PAR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU BONNEVALAIS**

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment l'article 64 ;

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et notamment son article premier,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2019/61 en date du 16 mai 2019 relative à la compétence assainissement collectif,

Considérant que la communauté de communes du Bonnevalais ne détenait pas la compétence assainissement collectif à la date du 3 août 2018, les communes ont la possibilité de délibérer, jusqu'au 30 juin 2019, pour s'opposer au transfert de la compétence assainissement collectif,

Le conseil municipal des communes membres de la Communauté de Communes du Bonnevalais peuvent s'opposer au transfert obligatoire de la compétence assainissement à la communauté de communes du Bonnevalais.

Conformément à la loi n° 2018-702 du 3 août 2018, le transfert de compétences devra prendre effet le 1^{er} janvier 2026 si la minorité de blocage est atteinte.

La Communauté de Communes pourra prendre la compétence avant ce terme si une modification statutaire est adoptée dans les conditions prévues aux articles L.5211-17 et L.5211-5 du code général des collectivités territoriales.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, le conseil municipal, décide, à l'unanimité :

- **DE REFUSER** le transfert de la compétence assainissement collectif à la communauté de communes du Bonnevalais.
- **DEVIS D'ARCHITECTES POUR LA MAITRISE D'ŒUVRE DE TRAVAUX POUR LA CRÉATION DE DEUX CLASSES**

Monsieur le Maire informe qu'il a adressé à trois architectes une demande de devis pour la maîtrise d'œuvre concernant la construction de deux classes au groupe scolaire.

Deux architectes ont répondu :

- ANAMORPHOSE : 24 500 € HT soit 29 400 € TTC
- OSTINATO : 31 200,00 € HT soit 37 440 € TTC

Monsieur le Maire propose de retenir le cabinet ANAMORPHOSE pour la somme de 24 500 € HT.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide:

- **D'ATTRIBUER** le marché de maîtrise d'œuvre à la société ANAMORPHOSE de Châteaudun,
- **DIT QUE** les crédits sont prévus au budget principal de la commune en section d'investissement,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le contrat de maîtrise d'œuvre et tous documents en lien à ce marché.
- **PROJET DE CONSTRUCTION DE CLASSES, DÉPÔT DE PERMIS DE CONSTRUIRE**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal sur le retour des demandes de subventions qui ont été déposées pour la construction de deux classes au groupe scolaire (FDI et DETR).

Après avoir choisi le cabinet d'architecte ANAMORPHOSE basé à Châteaudun, Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'avancer sur le projet et de déposer le permis de construire.

Un débat s'installe, Mme CRESPEAU a assisté au conseil d'école de ce jour avec M. BELLANGER Arnaud et demande s'il est nécessaire de construire deux classes car une baisse d'effectif est constatée à nouveau pour la rentrée 2019. Les membres du conseil échangent sur ce sujet, il est rappelé qu'il est nécessaire d'effectuer l'extension de la cantine tout en trouvant un lieu adapté pour la bibliothèque.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- **MAINTIENT** le projet de construction de deux classes au groupe scolaire,
- **MANDATE** Monsieur le Maire à demander le permis de construire à l'architecte pour cette construction et à signer tous documents en lien à ce dossier de construction y compris le permis de construire.
- **CRÉATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ**

Le Maire, rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. L'organe délibérant doit mentionner sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité territoriale à recruter.

L'article 3 (1°) de la loi n° 84-53 précitée prévoit que les collectivités et établissements peuvent recruter par contrat des agents contractuels de droit public pour exercer des fonctions correspondant à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois, en tenant compte des renouvellements de contrats le cas échéant, sur une période de 18 mois consécutifs.

Considérant qu'en raison des congés à venir de l'agent administratif de l'agence postale communale, il y aurait lieu de créer un emploi pour faire face à un accroissement temporaire d'activité allant du 08 juillet 2019 au 08 septembre 2019, lequel pourra être renouvelé, si les besoins du service le justifient, dans la limite des dispositions de l'article 3 1° de la loi n°84-53 du 26/01/1984 (*un contrat pour accroissement temporaire d'activité a une durée*

maximale de 12 mois compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs).

Cet agent assurera les fonctions d'agent administratif à l'agence postale communale.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- **DE CRÉER**, à compter du 08 juillet 2019 jusqu'au 08 septembre 2019, un poste non permanent sur le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie C à 11 heures 15 par semaine pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité et autoriser le Maire à recruter un agent contractuel pour pourvoir cet emploi dans les conditions susvisées,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le contrat de recrutement et ses éventuels renouvellements dans la limite des dispositions de l'article 3 1° de la loi n°84-53 du 26/01/1984.
- **DE FIXER** la rémunération de l'agent recruté au titre d'un accroissement temporaire d'activité comme suit :

La rémunération de ces agents sera fixée sur un indice de la grille indiciaire relevant du grade d'adjoint administratif, (*le cas échéant*) assorti du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité, en tenant compte des qualifications et de l'expérience de l'agent recruté.

Les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.

• **CRÉATION D'UN EMPLOI PERMANENT D'ADJOINT ADMINISTRATIF**

Le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services en mentionnant sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité territoriale à recruter. En cas de réorganisation de service, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique (CT).

- ✓ Compte tenu de la démission d'un agent du service administratif, il convient de renforcer les effectifs de celui-ci.
- ✓ L'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement de l'emploi ainsi créé sont fixés conformément au statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs.

La délibération portant création d'un emploi permanent doit préciser :

- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- la catégorie hiérarchique dont l'emploi relève,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (... / 35^{ème}).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- **DE CRÉER** à compter du 1^{er} juillet 2019, un emploi permanent d'adjoint administratif appartenant à la catégorie C à 11 heures 15 minutes par semaine à l'agence postale communale.
- ✓ Cet agent sera amené à exercer les missions ou fonctions principales suivantes :
 - ❖ Gérer l'ensemble des tâches afférentes à l'agence postale communale (accueil, vente de timbres etc ...)
- ✓ (*le cas échéant*) La personne recrutée bénéficiera des primes et indemnités afférentes à son grade instituées dans la collectivité si elle remplit les conditions d'attribution pour y prétendre.

Cet emploi pourra éventuellement être pourvu par un contractuel sur le fondement 3-3 de la loi n° 84-53 précitée qui permet aux collectivités et établissements de recruter des agents contractuels de droit public :

- ✓ pour un emploi permanent, à temps complet ou non, dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité en matière de création, de changement de périmètre ou

de suppression d'un service public dans les communes de moins de 2 000 habitants et les groupements de communes de moins de 10 000 habitants

Le contrat sera alors conclu pour une durée maximale de 3 ans renouvelable dans la limite de 6 ans. Au-delà, si le contrat est renouvelé, il le sera en contrat à durée indéterminée.

Les candidats devront alors justifier de compétences en secrétariat, accueil du public et gestion d'une caisse.

La rémunération de l'agent contractuel sera calculée compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, en se basant sur la grille indiciaire des agents de catégorie C sur la base de l'échelle C1. La rémunération sera comprise entre le 1^{er} échelon et le maximum sur le 12^{ème} échelon de la grille indiciaire indiquées ci-dessus au regard de l'expérience professionnelle, des diplômes détenus par le candidat retenu au terme de la procédure de recrutement, (*le cas échéant*) assorti du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

1) D'AUTORISER le Maire :

- **à recruter**, le cas échéant, un agent contractuel pour pourvoir cet emploi et à signer le contrat de recrutement suivant les modalités exposées ci-dessus,
- **à procéder**, le cas échéant, au renouvellement du contrat dans les limites énoncées ci-dessus,

2) D'ADOPTER la modification du tableau des emplois ainsi proposée et dit que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet,

• CONVENTION DE DÉPÔT AVEC LES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES D'UNE PARTIE DES ARCHIVES DE MÉZIERES-AU-PERCHE

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il est nécessaire de régulariser le dépôt des archives communales de l'ancienne commune de Mézières-au-Perche effectué auprès des archives départementale d'Eure-et-Loir.

Ce dépôt concerne les documents suivants :

- Registres paroissiaux (1573-1769) – 14 registres + 1 liasse
- Registres paroissiaux, archives relative à la gestion de la paroisse (correspondance, actes 1770-1792) – 4 registres
- Registres de délibérations et arrêtés (1848-1915) – 5 registres
- Plans napoléoniens (5 feuillets)

Vu l'article L212-11 du Code du patrimoine,

Vu les articles L 1421-1 et L 1421-2 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant le contrôle qui sera effectué par le directeur des archives départementales,

Considérant que les documents qui ont été pris en charge par le service départemental d'archives restent la propriété de la commune,

Considérant que la commune a la possibilité de consulter les dossiers déposés pour les besoins du service ou dans le cadre d'une action de valorisation (exposition, publication, ...)

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide:

- **D'ACCEPTER** le dépôt aux archives départementales d'Eure-et-Loir des archives précédemment citées,
- **DE CHARGER** Monsieur le Maire d'engager la procédure pour régulariser le dépôt de ces documents et de signer la convention proposée par les archives départementales.
- **DÉCISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET ANNEXE 2019 SERVICE ASSAINISSEMENT**

Considérant l'adoption du budget annexe du service assainissement en date du 15 avril 2019 ;

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il y a lieu de faire un virement de crédit afin d'ouvrir les crédits nécessaires en section d'exploitation pour régler la facture de redevance pour modernisation des réseaux de collecte activité 2018 à l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à faire le virement de crédit sur le budget primitif 2019 du service assainissement, comme suit :

DEPENSES D'EXPLOITATION :

Article 618 – Divers	- 242,00 €
Article 706129 – Reversement à l'agence de l'eau :	+ 242,00 €
Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	

• **INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :**

Monsieur le Maire :

- INFORME :

1. que le retable qui a été ramené l'année dernière à l'église Saint Georges de Dangeau est inscrit au titre des monuments historiques (courrier de la DRAC en date du 27/05/2019). Il est précisé que cet objet est la propriété de la commune et est inaliénable. Si le conseil municipal décide de le restaurer, il sera possible de solliciter une subvention de l'Etat.
2. du courrier des conseillers départementaux qui nous informe des accords de subventions au titre du FDI 2019 (1 265 € rampes d'accessibilités à l'école, 7 192 € travaux sur voirie communale programme 2019, 90 000 € construction de deux classes).
3. des réclamations concernant l'entretien non réalisé aux mares communales. Les agents communaux du service technique sont actuellement en cours de nettoyage des abords des mares.

TOUR DE TABLE :

⇒ M. Guy BEAUREPERE informe :

- des réunions conjointes d'ENEDIS et Energie 28. Il dispose d'un rapport des coupures d'électricités (bilan négatif) et fait un point sur l'urbanisme (loi SRU).
- Energie 28 va octroyer à la commune des subventions : 2 500 € pour des travaux à la salle communale de Mézières et 7 700 € pour le remplacement de la chaudière à l'école.
- Les travaux de création de points lumineux à « Herbault » et « La Folie » vont être réalisés prochainement.
- La commune a fait l'acquisition d'un matériel de désherbage mécanique, celui-ci est très utile et fait gagner du temps.
- La balayeuse va passer à Bullou et Mézières-au-Perche pour nettoyer les caniveaux.

⇒ Mme Laëtitia CRESPEAU a assisté avec Arnaud BELLANGER au conseil d'école (juste avant la réunion de conseil) et en donne un compte-rendu :

- Les enseignants remercient la commune pour l'achat de matériel numérique (3 classes disposeront de ce matériel), le club de billard pour les activités du midi ainsi qu'Annick Allée pour ses activités.
- Il est demandé une seconde personne pour surveiller les enfants lors de la pause méridienne entre 11h30 et 13h30 (voir avec la communauté de communes du Bonnevalais pour mise à disposition d'un agent).

⇒ M. David LECOMTE fait le point sur les préparatifs avant la cérémonie de la Rosière 2019 qui aura lieu le 29 juin prochain (montage des barnums, décorations etc...).

L'Ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 00.